



**Justice pour les victimes de la violence d'État à Kidapawan, dans le Nord Cotabato!  
Des aliments, et non des balles, pour les paysans d'Asie!**

**Déclaration d'IBON International  
Avril 2016**

IBON International condamne fermement la répression violente exercée à Kidapawan par la Police nationale des Philippines (PNP) en réponse à l'occupation de la route nationale de Kidapawan par 6 000 paysans et membres de la tribu Lumad non armés. Ceux-ci demandaient une aide alimentaire et un soutien immédiat pour combattre la sécheresse associée au phénomène El Niño, qui frappe actuellement les six municipalités où ils résident. Cette agression aurait fait deux morts et plus d'une centaine de blessés, alors que quelque 89 personnes (y compris des femmes, des personnes âgées et six mineurs) sont toujours portées disparues.

Les paysans et Lumad avaient engagé des négociations avec Lala Talino-Mendoza, chef du gouvernement provincial, qui avait répondu à leurs demandes en leur proposant une aide alimentaire de 3 kg par personne, distribuée tous les trois mois. Pour beaucoup de manifestants, cette offre insuffisante semblait démentir l'affirmation du gouvernement selon laquelle les organismes gouvernementaux, tels que le ministère de la Protection sociale et du Développement, disposeraient de stocks de riz en quantité suffisante pour faire face à d'éventuelles catastrophes. Malgré la sécheresse qui sévit et la famine qui en résulte dans de plus en plus de communautés du Nord Cotabato, pas un seul sac de riz n'a encore été distribué.

Alors que certains manifestants ont été arrêtés, près de 4 500 personnes sont encore recluses à l'intérieur de l'église méthodiste où elles étaient allées chercher refuge. Les forces de l'État les empêchent toujours de retourner en toute sécurité dans leurs foyers.

IBON international demande la libération immédiate de tous les manifestants et le retrait des forces policières et militaires présentes sur les lieux. Il faut savoir qu'en vertu des lois philippines, il est illégal pour les forces de maintien de l'ordre de porter des armes dans un rayon de 100 m autour d'une manifestation publique, et il est évidemment tout aussi illégal d'ouvrir le feu sur les manifestants. Il est cependant inutile de se tourner vers la loi pour comprendre la grande injustice faite aux manifestants, qui n'ont reçu pour toute réponse à leur demande d'aide humanitaire que la violence de l'État. Rappelons que cette aide est attendue de longue date étant donné que la région est déclarée sinistrée depuis l'année dernière. Tout essai de repousser encore la distribution des fonds d'aide aux sinistrés et les sacs de riz promis aux habitants devrait être considéré comme un acte de cruauté criminel.

En conséquence, IBON International demande la réalisation d'une enquête approfondie et indépendante sur cet incident. Par ailleurs, Mme Talino-Mendoza, les administrations locales, la PNP et le gouvernement actuel sont appelés à rendre des comptes dans la mesure ils sont tous responsables de ces meurtres et autres violations des droits de l'homme.

La violence d'État exercée contre les paysans et les communautés autochtones à Kidapawan, ainsi que leurs conditions de vie déplorables, ne sont autres que les symptômes de problèmes sociaux plus profonds, manifestes dans toute l'Asie.

Ainsi, trois jours avant l'incident de Kidapawan, une manifestation de 700 paysans au Sulawesi central en Indonésie avait été dispersée à coup de balles en caoutchouc par la police et les forces militaires. Cet incident s'est soldé par 14 blessés et 103 arrestations. Les paysans s'étaient rendu au chef-lieu de province pour participer à la « Journée des Sans Terres ». Cette journée d'action mondiale organisée à l'initiative de l'Asian Peasant Coalition (APC) avait simplement pour vocation de donner la voix à la communauté paysanne, en particulier celle de la région, pour lui permettre de faire connaître ses problèmes et d'exprimer ses revendications.

L'Asie recense environ 55 % de la population mondiale, et 58 % de ses habitants dépendent de l'agriculture pour survivre. Pourtant, la région ne compte que 23 % des terres cultivables du monde. Des facteurs géographiques, politiques et économiques, ainsi que les mouvements stratégiques promus par des institutions telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, visant à assouplir les restrictions relatives à l'accès à la propriété foncière pour les étrangers, ont contribué à l'avènement d'une situation dans laquelle l'accaparement des terres, accompli à la fois par des agents locaux et multinationaux, à travers des moyens légaux et extrajudiciaires, continue d'entraîner le déplacement et / ou l'appauvrissement des paysans et des petits agriculteurs. L'usage de la violence d'État pour répondre à ces problèmes sociaux ne peut qu'accroître l'ampleur de la souffrance, déjà considérable.

Nous demandons instamment à la communauté internationale de participer à la Journée mondiale d'action prévue le 8 avril, en organisant des rassemblements et des actions de solidarité afin d'exiger qu'une aide immédiate soit fournie aux paysans de Kidapawan et à leurs familles, que justice soit faite pour les victimes et que le gouvernement du président Aquino réponde de ses actes.